

Les conflits menacent l'égalité des genres

Amy North, Elaine Unterhalter et Sheila Aikman



Credit: Howard Davies/Oxfam

Filles à l'école, Cambodge. Les conséquences de la guerre se font toujours sentir au Cambodge qui est encore loin d'atteindre l'égalité entre les sexes en éducation.

Les conflits ont un sérieux impact sur le genre. Même si les hommes tout comme les femmes sont touchés par la violence d'un conflit, la façon dont ils sont touchés et leur expérience du conflit seront très différentes. Les aspects d'un conflit que sont les déplacements forcés, l'effondrement des systèmes de santé, et les violences basées sur le genre – qui sont souvent utilisées comme stratégie de guerre – ont des implications particulières chez les femmes et les filles. Si dans certains cas assumer de

neaux rôles auparavant tenus par les hommes permet aux femmes de s'émanciper, souvent les conflits armés exacerbent et renforcent les inégalités déjà existantes entre les sexes.

Le conflit a des effets dévastateurs sur le système éducatif d'un pays. Les infrastructures scolaires peuvent être détruites ou endommagées – d'après le rapport sur le Développement humain, a peu près la moitié des écoles du

Mozambique ont été fermées ou détruites pendant la guerre civile (1976-92) – et la scolarisation des filles et des garçons et leurs capacités à apprendre sont souvent sérieusement perturbées. Dans de nombreux cas, cela n'est pas étranger aux questions de genre. Alors que les garçons ont tendance à être recrutés pour se battre aux côtés des forces rebelles, les filles manquent l'école en raison des nouvelles responsabilités managères qui leur sont attribuées suite à l'absence de leurs parents, ou sont tout simplement retirées d'une école dont le niveau d'insécurité est devenu trop élevé. Les garçons soldats qui tentent de se réintégrer dans leurs communautés à la fin d'un conflit doivent faire face au traumatisme de leur expérience. Les filles soldats combinent souvent les mêmes troubles émotionnels et sont victimes d'ostracisme. On rapporte des cas dramatiques d'exclusion de l'école et de la société suite au retour de filles soldats enceintes ou accompagnées d'enfants en bas âges.

Les spirales de la violence basée sur le sexe, y compris les violences sexuelles et conjugales, le trafic des femmes et la prostitution forcée, ne sont que certains des aspects des conflits qui ont de très nettes implications sur les relations entre les sexes au sein du système éducatif. Les filles sont souvent victimes de telles violences et exploitations, et le traumatisme ainsi que les conséquences sur la santé – y compris les grossesses – qui résultent des abus sexuels, peuvent avoir un impact direct sur leur présence à l'école et leur capacité d'apprentissage. De plus, les institutions scolaires peuvent souvent devenir à leur tour des lieux où s'exerce une violence sur les filles pendant les périodes de conflit, de militarisation ou de répression. Et un climat au sein duquel la violence envers les filles à l'école est susceptible d'émerger à tout moment peut se maintenir longtemps après que le conflit soit officiellement terminé. En Afrique du Sud, malgré la fin de l'apartheid, la violence basée sur le sexe à l'école est courante et toujours en cours, prenant ses racines dans la période répressive de l'apartheid, et ce problème est au centre des préoccupations d'un nombre d'activistes du genre.

IN THIS ISSUE

- 1-3** Les conflits menacent l'égalité des genres
- 3** Lettre des éditeurs
- 4** Les adolescents palestiniens se penchent sur leurs droits
- 4** Présentation du projet KIC

- 5** L'effet conflit: défis et opportunités pour l'éducation des filles
- 6-7** "Pour le bien de la famille" – changer l'attitude vis-à-vis de l'éducation des filles et des femmes en temps de guerre en Tchétchénie
- 8** Événements récents
- 9** Critique de livres. "Pauvreté, inégalités et corruption" Voler le futur: corruption à l'école. Dix vraies expériences du monde.

- 9** Nouveau rapport sur le genre en éducation
- 10** Commentaires de conférences
- 11** Sur la toile et lecteurs
- 12** Mise à jour sur le projet Au-delà de l'accès
- 12** Événements à venir

Libéria: Scolarisation en chute et escalade de la violence envers les filles

Bettina Yain, une élève de huitième année du Libéria, espère un jour devenir infirmière. Elle étudie à l'école Gray D. Allison. L'école Gray D. Allison se situe dans le Centre de Formation Barclay de Monrovia, où les marques des quinze années de guerre civile sont clairement visibles. Entourée de barbelés et placée dans une vieille église, l'école est dans un état de délabrement complet dû aux années de négligence, de tirs et de vandalisme de la guerre. Bettina, qui à 18 ans est trop âgée pour sa classe, a dû montrer une détermination de fer pour reprendre son éducation après le conflit. Après les cours du matin, elle doit travailler au marché avec sa sœur, vendant du riz et de l'huile pour payer ses frais de scolarité et le coût des livres et du transport.

Avant que la guerre civile ne commence, les filles au Libéria avaient déjà moins de chance que les garçons en ce qui concerne l'éducation, l'école étant hors de portée pour elles en raison de la discrimination, de la pauvreté ou des obligations ménagères. Cependant, l'inégalité entre les sexes en matière d'éducation a été exacerbée par le conflit et l'instabilité qui s'en est suivi. Selon le Ministère de l'Éducation et l'UNICEF, entre 2000 et 2002, le ratio brut de scolarisation a baissé de 72.5% à 35.5%. Pendant le conflit, qui a pris fin en 2003, des milliers de filles ont été la cible de violences morales et physiques basées sur le sexe ou d'abus et ont été sujettes aux viols, à la prostitution forcée, à la torture, aux fins de grossesse forcées et aux mutilations.

Pour essayer d'enrayer les perpétuelles disparités entre les sexes et le niveau élevé des violences faites aux filles, le Ministère de l'Éducation libérien a travaillé avec l'UNICEF en 2005 pour développer une politique nationale sur l'éducation des filles.

Encadré mis en forme par Abraham Conneh, Responsable du Programme Education, Oxfam GB Libéria et Heather Johnston, Manager du Programme Régional pour l'éducation pour l'Afrique de l'Ouest, Oxfam GB.

Mesurer et faire le suivi de l'égalité des sexes en éducation pendant un conflit

L'Indice d'égalité des sexes en éducation (IESE) prouve nettement l'énorme défi auquel de nombreux pays en guerre ou sortant de périodes de conflits ou de répression militaire font face pour atteindre l'égalité des sexes en éducation. L'IESE a été développé par le projet Au-delà de l'accès, avec l'appui du Secrétariat des pays du Commonwealth, le bureau de l'UNESCO Bangkok et l'UNICEF ROSA. Il mesure la participation des filles en éducation et les bénéfices qu'elles en retirent grâce à une combinaison d'indicateurs coefficientés – taux net de fréquentation scolaire à l'école



Un de signe FAWE pour encourager les filles à recevoir une éducation dans un Libéria en reconstruction.

primaire chez les filles, taux de survie des filles sur cinq années d'école primaire, taux de scolarisation net des filles en éducation secondaire et Indice sexo-spécifique du développement humain (ISDH).

En Asie, le Cambodge, où la guerre qui a pris fin en 1979 a véritablement détruit l'ensemble des infrastructures du pays, a un IESE très bas. Il en est de même pour la RDP Lao, où un conflit à basse intensité, marqué par de fortes tensions ethniques, s'est perpétué pendant des années après la fin officielle de la guerre dans les années 70. De même, en Amérique Latine, le Guatemala, un pays touché par des décennies de répression militaire brutale, se singularise par son rang sur l'IESE par rapport aux rangs relativement plus élevés des autres pays de la région. Dans l'Afrique du Commonwealth, les pays traversés par de longues et dévastatrices guerres comme le Mozambique ont un score très peu élevé.

Analyser les changements dans les rangs des pays sur l'IESE montre très clairement la façon dont les conditions nécessaires pour s'assurer que les garçons et les filles reçoivent une éducation équitable quelque soit le sexe peut être érodées au fil des années de conflit ou de répression. Le Nigéria, qui a débuté avec peu

“Analyser les changements dans les rangs des pays sur l'IESE montre très clairement la façon dont les conditions nécessaires pour s'assurer que les garçons et les filles reçoivent une éducation équitable quelque soit le sexe peut être érodées au fil des années de conflit ou de répression.”

de points en 1990, avec un IESE de seulement 26%, a vu sa situation envers l'égalité des sexes en éducation se détériorer encore plus au cours de la décennie suivante. En 2000, son IESE était de 20, le plus bas des pays de l'Afrique du Commonwealth avec le Mozambique.

A l'opposé, le Zimbabwe avait en 1990 un IESE relativement élevé de 73, le deuxième score le plus élevé de tous les pays africains du Commonwealth. Dans les années 80 qui ont suivi l'indépendance, l'introduction d'une politique d'éducation primaire gratuite dans le pays a entraîné des espoirs de hausse de taux de scolarisation chez les filles et les garçons. Cependant en 2000, l'IESE du pays était tombé à 42, le plaçant derrière des pays qui avaient auparavant de bas scores comme la Namibie, le Swaziland ou l'Ouganda.

Pendant les années 90, les programmes d'ajustements structurels et la réintroduction des frais de scolarité au Zimbabwe ont entraîné la baisse du nombre de ménages pouvant se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école, les filles étant plus touchées par ce phénomène que les garçons. Parallèlement, le niveau élevé de répression politique qui a caractérisé la décennie n'a pas offert un environnement favorable aux progrès envers une société plus égalitaire en matière de genre au sens large, assurant par là-même que les filles et les femmes puissent prospérer à l'école ainsi qu'à l'extérieur. Malgré le fait que le Zimbabwe ait signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes en

1991, la loi au niveau national ne promeut pas de façon adéquate l'égalité entre les sexes ou la protection des droits des femmes, et la discrimination contre les femmes continue d'être couverte par la loi. Depuis 2000, une menace supplémentaire contre le système scolaire a émergé, les enseignants étant devenus une cible spécifique des violences politiques dans le pays. On a rapporté des cas d'enseignants attaqués physiquement et d'enseignantes violées.

Les cas du Zimbabwe et du Nigéria démontrent clairement l'importance vitale d'un suivi serré de la situation relative à l'égalité des sexes en éducation dans les pays touchés par un conflit ou soumis à une répression politique ou militaire.

Une reconstruction pour l'égalité des sexes

L'IESE dévoile également le rôle primordial que la reconstruction peut jouer en s'assurant que les inégalités entre les sexes exacerbées par le conflit n'affectent plus l'éducation des filles – et des garçons – une fois le conflit terminé. La Namibie et l'Afrique du Sud, deux pays qui en dépit de guerres et de gouvernements non démocratiques, ont porté une attention particulière à la reconstruction et à la gouvernance, ont chacun un indice IESE relativement élevé.

Afrique du Sud : le défi de la violence basée sur le sexe à l'école

En Afrique du Sud, lorsque les négociations sur la paix et la démocratie ont eu lieu, la demande relative quel'équité des genres soit l'un des piliers de la reconstruction d'une nouvelle société fut largement acceptée. La constitution de 1996 offre un cadre de travail pour l'équité des genres, et un pannel de mesures fut introduit dans le but de donner aux questions de genre une dimension significative.

En 1996 une équipe sur l'équité des genres fut nommée afin de conseiller sur les choix à faire pour résoudre le niveau toujours élevé des violences basées sur le sexe et les questions similaires ayant un impact sur l'expérience des filles à l'école. Depuis, on compte un certain nombre d'initiatives positives – par exemple l'inclusion des questions relatives au genre dans la révision des programmes, et la publication d'un guide pour les enseignants sur les questions de genre en milieu scolaire. Cependant, selon les représentants officiels des syndicats et les femmes travaillant pour des ONG, l'échec relatif à la mobilisation de ressources suffisantes et à la faiblesse des liens entre les unités d'équité des départements éducatifs provinciaux et nationaux avec les mouvements de femmes et les activistes du genre au niveau local ont limité la mesure dans laquelle l'action pour l'équité des genres aurait pu être durable et répliquable. De ce fait, la violence basée sur le sexe continue d'être un fait de la vie quotidienne pour les filles dans de nombreuses écoles d'Afrique du Sud.

Le cas de l'Afrique du Sud illustre bien que le processus de paix et le climat de reconstruction nationale offrent des opportunités charnières dans l'établissement des structures politiques et judiciaires sensibles au genre et dans les progrès

susceptibles d'avoir lieu en égalité des sexes en éducation. Cependant cela démontre également les difficultés à assurer que les initiatives relatives à l'égalité des sexes développées pendant la période de reconstruction aient un impact vaste et durable.

L'éducation joue un rôle clé dans la reconstruction des sociétés déchirées par un conflit et, alors que de nombreux pays et régions traversant actuellement des périodes de conflit font leurs premiers pas vers un processus de reconstruction, la refonte des systèmes éducatifs et l'assurance qu'ils sont développés pour fonctionner efficacement



Les restes d'une école bombardée en Somalie. En raison du conflit, toute éducation a été suspendue pendant plusieurs années.

Credit: Janet Raynor

pour les filles et pour les garçons doit être une priorité d'urgence. Pour que cela se passe, il est primordial que le processus de reconstruction dans son ensemble adopte les questions de genre comme questions centrales, et que les interventions éducatives soient liées à des efforts plus larges visant à assurer le processus de renégotiation des relations sociales qui suit les troubles d'un conflit soit utilisé pour promouvoir la construction de relations plus équitables pour les sexes dans la société de façon globale. Il est essentiel que des liens étroits soient développés avec les activistes du genre localement et que suffisamment de ressources soient mises à disposition pour s'assurer que les initiatives pour l'équité entre les sexes soient mises en œuvre de façon intégrale dans le court et long terme.

Le processus de paix et de reconstruction doit être utilisé pour s'assurer que les filles et les femmes sont en sécurité à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, et pour assurer les fondations d'un climat dans lequel les filles et les femmes peuvent prospérer – au cours de leur éducation et une fois celle-ci achevée.

Pour plus d'information sur L'Indice d'égalité des sexes en éducation voir www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess

Lettre des éditrices

Irak, Palestine, Afghanistan, Népal, Soudan, Ouganda, Tchétchénie et Colombie représentent seulement certains des endroits où des communautés sont actuellement déchirées par un conflit violent. En juin, la conférence des Nations-Unies sur les armes légères s'est réunie pour essayer de trouver un accord et une porte de sortie pour s'assurer que des contrôles plus stricts soient conduits sur le commerce international des armes légères qui alimentent beaucoup de ces conflits. Cependant, comme elle s'acheva sans promesse d'un accord, conflit et instabilité continuent d'être la réalité quotidienne de millions de femmes, d'hommes, de filles et de garçons.

De tels conflits ont des conséquences énormes sur les systèmes éducatifs et sur l'égalité des sexes et ce numéro de Equals se concentre sur les défis – et les opportunités – relatifs aux progrès en matière d'égalité des sexes en éducation dans des situations de conflit ou de reconstruction. Pages 1 à 3, nous utilisons l'Indice d'égalité des sexes en éducation pour analyser la situation de l'égalité entre les sexes en éducation dans les pays ayant une récente histoire de guerre. Page 4, Nancy Mahmood et Toine van Teeffelen du Centre créativité des enseignants de l'Institut arabe d'éducation explorent différentes pistes qui ont permis à des adolescents et adolescentes palestiniens de s'investir dans l'apprentissage et la réflexion dans un contexte violent de confrontations. Page 5, Megan McKenna et Jenny Perlman Robinson de la Commission pour les réfugiées femmes et filles portent un regard sur les interventions utilisées pour aider les femmes et les filles à obtenir une éducation dans un Libéria en reconstruction et dans les camps pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays au Soudan. Et pages 6-7 Kirsty Stuart explore la façon dont le conflit en Tchétchénie a eu un impact sur les attitudes envers l'éducation des filles et des femmes.

Ce numéro d'Equals est le premier de trois numéros financés par Oxfam NOVIB, résultat d'un nouveau partenariat entre le projet Au-delà de l'accès et le projet KIC (Infrastructure de savoirs avec et entre les partenaires). De plus amples informations sur le projet KIC qui vise à faciliter l'apprentissage et l'échange d'information entre les partenaires sont données en page 4. L'une des conséquences du partenariat avec KIC est l'augmentation de la distribution d'Equals et nous étudions actuellement des façons de rendre Equals plus attractif. Les numéros 18 et 19 auront un format un peu différent puisqu'il seront co-édités avec des partenaires sur le terrain.

Comme toujours nous vous invitons à nous communiquer vos commentaires et suggestions sur les articles de ce numéro. Ecrivez-nous à l'adresse indiquée en quatrième de couverture.

Amy

Sheila

Elaine

Les adolescents palestiniens se penchent sur leurs droits

Nancy Mahmood et Toine van Teeffelen

« Tu dois être un battant pour avoir ce que tu veux ou être qui tu veux, et c'est encore plus vrai pour les femmes. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'injecte du courage et de la confiance à mes étudiants adolescents pour qu'ils aient un but et se donnent les moyens de l'atteindre », affirmait une enseignante palestinienne dédiée en 2000.

La deuxième révolte qui a commencé en 2000 et la violence extrême de sa suppression par Israël a eu des conséquences graves sur les enfants de Palestine. Une étude de Défense des enfants international (DCI) a montré que presque 80% des enfants de la bande Ouest et de Gaza souffrent de problèmes psychologiques, de problèmes de santé et de difficultés scolaires.

Engager les communautés dans leur ensemble pour un apprentissage par l'action

Les adolescents et adolescentes ont été affectés différemment. De nombreux jeunes garçons habitant les lieux de confrontation tels que le camp de réfugiés de Jenin dans le nord de la bande Ouest attendaient dans les rues avec des armes fabriquées maison des affrontements avec l'armée. Comment leur énergie pouvait-elle être canalisée dans une perspective constructive ?

Le Centre de créativité des enseignants a, avec l'UNICEF, adopté une approche globale. Il était impossible d'aller vers les 15-16 ans et de tenter de les convaincre. L'atmosphère était tout simplement trop militant. Tout l'environnement social devait être impliqué. Les parents, et spécialement les mères, étaient très ouverts au projet. Quatre-vingt ateliers ont été tenus pour les conseillers parentaux, les mères, les centres

“Quand vous vivez dans une situation de guerre et que vous expérimentez les couvre-feux prolongés de 24 heures, comme il est souvent arrivé dans la plupart des villes palestiniennes de la bande Ouest, écrire votre histoire personnelle est une façon de s'en sortir, de trouver une voie, un repos, et une réflexion dans un contexte mystificateur et dangeureux.”

de jeunes, les groupes de femmes, les étudiants d'université ou du secondaire et les conseils locaux. Environ soixante enseignants locaux ont discuté les risques de la participation des jeunes aux actions militantes et les conséquences en termes physique et psychologique. Des douzaines d'organisation y compris tous les partis politiques ont élaboré un texte crucial appelant à la non-participation des enfants dans les actes militants.

Puis la voie fut ouverte à l'engagement des enfants dans l'apprentissage par l'action. Avec l'aide d'éducateurs formés, et avec l'appui complet des communautés, les jeunes ont discuté et essayé de trouver des solutions aux problèmes locaux touchant les droits des enfants tels que le manque d'espace de jeux ou le manque de sécurité sur les routes.

S'en sortir grâce à l'écriture

A la différence des garçons, les filles et les jeunes femmes palestiniennes n'ont généralement pas été impliquées dans les affrontements avec l'armée israélienne. Elles ont souvent ressenti leur impuissance, ont été témoin d'événements parallèles et ont tâtonner pour avoir un rôle. L'institut arabe d'éducation de Bethléhem (AEI – fenêtres ouvertes) a encouragé l'écriture personnelle chez les élèves dans les districts de Bethléhem et d'Hébron,

comme le journal intime, l'histoire de vie, le rêve, l'interview ou la lettre en anglais à un candidat des présidentielles américaines.

La participation des filles à ces activités a été généralement forte. Pourquoi ? L'une des raisons possibles est que dans la vie quotidienne, les femmes et des filles sont les meilleures conteuses d'histoire et narratrices. Il est plus facile de demander à une fille de tenir un journal. Quand vous vivez dans une situation de guerre et que vous expérimentez les couvre-feux prolongés de 24 heures, comme il est souvent arrivé dans la plupart des villes palestiniennes de la bande Ouest, écrire votre histoire personnelle est une façon de s'en sortir, de trouver une voie, un repos, et une réflexion dans un contexte mystificateur et dangeureux. Grâce à l'écriture personnelle, vous pouvez exprimer et différencier vos émotions

– faire sortir la tension à travers l'humour noir par exemple. En partageant vos histoires et en en discutant avec d'autres enfants, vous faites preuve de compassion et de considération. Lors d'un projet journal intime à l'école St Joseph de Bethléhem, dans laquelle les journaux des filles comme celui d'Anne Frank furent utilisés comme source d'inspiration, les enfants de niveau onze ont écrit en détail leurs sentiments relatifs à la nouvelle de la mort de la jeune sœur d'une camarade de classe, tuée par balle.

Nancy Mahmood est la Coordonnatrice en Relations Publiques, Centre de créativité des enseignants à Ramallah

Toine van Teeffelen est le directeur développement de l'AEI-fenêtres ouvertes

Pour plus d'informations veuillez contacter le Centre de créativité des enseignants tcc@teachercc.org et AEI- fenêtres ouvertes aei@ol.com

Présentation du projet KIC

Ces projets sont parmi ceux que le Centre de créativité des enseignants, AEI-fenêtres ouvertes et un autre partenaire palestinien d'Oxfam, le Centre de ressource sur la petite enfance, vont documenter dans le palpitant projet KIC (Infrastructure du savoir avec et entre les partenaires). KIC est un projet Oxfam international basé sur les besoins existants des partenaires d'améliorer leur savoir sur les uns les autres. Il vise à promouvoir l'échange systématique de savoir et d'apprentissage en partant d'expériences valables et de réseautage autour de 5 thèmes, dont l'éducation.

KIC offre l'infrastructure : un portail KIC virtuel, où les partenaires et les autres peuvent se rencontrer, localiser d'autres partenaires travaillant dans le même secteur, surfer sur des sites thématiques, documenter leurs pratiques et recherches, trouver des sources d'information et participer à des chambres de discussions virtuelles, connues sous le nom de « Communauté de pratique. »

Les trois prochains numéros d'Equals seront sponsorisés par le projet KIC, qui collabore avec le projet Au-delà de l'accès pour renforcer les savoirs sur le genre et l'éducation. On espère que cette collaboration encouragera les partenaires et les lecteurs d'Equals à utiliser Equals pour partager activement leur propre savoir relatif au genre et à l'éducation, en publiant des exemples de pratiques, en prenant le rôle d'éditeurs-invités, et réagissant aux articles d'Equals et en participant à la médiation des discussions en-ligne des Communautés de Pratiques ou des forums qui seront hébergés par le site internet de KIC.

Pour plus d'informations sur le projet KIC, voir www.oxfamkic.org



Enfants palestiniens s'engageant dans l'action pour l'apprentissage

L'effet conflit: défis et opportunités pour l'éducation des filles

Megan McKenna et Jenny Perlman Robinson

“J’ai étudié une année au Soudan. Je prends des cours d’alphabétisation. Je me sens bien quand j’étudie pour lire. Si on compare quelqu’un qui a fait des études à quelqu’un qui n’en a pas fait, on compare les ténèbres à la lumière. Je sais comment écrire mon nom, comment tenir un stylo, et je crois en un futur. Je veux que ma fille finisse son éducation. Elle a 10 ans.” -- Aza, 35, Camp de réfugiés Mille, Tchad

L'accès équitable à une éducation de qualité pour les filles dans un contexte de guerre ou de déplacements reste un sérieux défi. Cependant, ironiquement, le conflit offre une « fenêtre d'opportunités » pour augmenter la présence et la survie des filles à l'école. Dans les situations de déplacement, les filles ont parfois la chance d'aller à l'école pour la première fois, ce qu'elles n'auraient pas pu faire si elles étaient restées dans leurs villages natals.

Libéria et Darfour, Soudan, mettent en lumière certains des défis – et des opportunités – auxquels font face les filles pour accéder à l'école en situation de conflit ou de reconstruction. Les deux pays offrent aussi des exemples de stratégies efficaces pour s'assurer que tous les enfants – filles et garçons – soient capables de réaliser l'un de leurs droits humains de base : le droit à l'éducation.

Libéria, décembre 2005

L'une des façons d'encourager les filles à continuer leur éducation est d'avoir des enseignantes comme modèle. La présence d'enseignantes peut réduire significativement les abus sexuels et le commerce du sexe en échange de frais de scolarité ou de passage en classe supérieure. La situation au Libéria présente une occasion de taille pour entraîner plus de femmes dans l'enseignement, une profession généralement dominée par les hommes. Cependant, avec seulement 27 pour cent de filles qui finissent leurs 5 années d'école primaire, créer un équilibre entre les sexes dans le système éducatif du Libéria est un défi décourageant. L'établissement de codes de conduite pour les éducateurs – strictement suivis et appliqués – est aussi important pour empêcher l'exploitation trop commune des filles et des jeunes étudiantes par les éducateurs. Save the Children Royaume-Uni en conjonction avec l'UNICEF et le Ministère de l'éducation a travaillé sur le développement d'un code de conduite national pour le personnel éducatif.

Afin de compenser le temps que les filles passent à l'école et leur permettre de contribuer à la famille, des clubs de filles du Libéria ont été formés pendant les heures de cours pour donner aux filles une chance de gagner un peu d'argent tout en allant à l'école. Ces activités ont permis l'augmentation de la scolarisation de 20-30 pour cent et ont accru l'auto-respect et l'indépendance des filles. Devenir membre est contingent à la scolarisation et cela encourage les filles à aller à l'école. L'argent pour les clubs et entreprises peut être fourni par l'aide au développement et par le biais d'ONG locales

comme le Forum des femmes africaines (FAWE).

Darfour, juin 2006

Au Soudan, le nombre de filles à l'école est parmi les plus bas au monde. En réponse à ces écarts dans la scolarisation des filles, le Ministère soudanais fédéral d'éducation a établi un département d'éducation des filles en 2000, même si les officiels admettent qu'en raison de nombreux défis, le département n'a pas encore atteint son objectif d'équité entre les sexes. Le département met l'accent sur les problèmes du mariage précoce, de l'attitude négative des parents face à l'éducation des filles, des distances à parcourir pour aller à l'école en sécurité et de l'énorme manque de fonds. Au Darfour, la scolarisation des filles était parmi les plus basses des états du Soudan, mais a augmenté en raison du nombre de filles qui ont eu accès à l'école pour la première fois dans les camps pour personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Dans les camps pour personnes déplacées du Darfour, les associations de parents et d'enseignants peuvent être un important lien entre les enseignants et la communauté – soutenant l'éducation des filles et offrant un mécanisme pour reporter les abus et les problèmes. Les membres de ces associations ont joué un rôle positif en mettant l'accent sur l'importance de l'éducation des filles dans la communauté et en encourageant plus de parents à scolariser leurs filles. Les associations qui sont constituées presque uniquement d'hommes, seraient encore plus efficaces cependant si plus de femmes étaient encouragées à devenir membres.

Les centres de jeunes ont également fourni des opportunités aux jeunes femmes pour commencer ou continuer leur éducation et apprendre plus de compétences génératrices de revenus. Une fille de 17 ans interviewée dans le camp IDP de Secali au Darfour du Sud n'avait jamais été à l'école avant parce que son village n'en avait pas. Dans le camp elle s'est rendue à un centre de jeunes appuyé par le

Comité de Secours International et a appris l'arabe, le calcul et un rudiment d'anglais pour la première fois. Elle a affirmé « ça me fait me sentir bien. Je veux apprendre parce que c'est important pour mon futur pour devenir un docteur ou un professeur. »

Accroître la sensibilisation parmi les mères de l'importance de l'éducation est une autre stratégie qui a eu des résultats positifs. Les classes d'alphabétisation pour adultes sont très populaires dans les camps IDP où elles sont offertes, et souvent elles sont la première chance offerte aux femmes d'apprendre. Suite à de nombreux entretiens, la Commission des femmes a appris que les classes non seulement aidaient les femmes à apprendre à lire et écrire, mais les convainquaient également de l'importance de l'éducation de leurs filles.

L'éducation des filles est le meilleur investissement qu'un pays puisse faire pour promouvoir la paix et la réconciliation et améliorer la santé et le bien-être de la communauté. Progresser en matière d'accès des filles à une éducation de qualité dans les pays touchés par la guerre va demander une révision continue des besoins des groupes vulnérables comme les adolescentes, les filles-mères, les filles associées aux combattants, et un travail sans relâche avec les enseignants, les parents et la communauté. Les interventions éducatives doivent se concentrer non seulement sur l'offre de services éducatifs formels et non formels, mais aussi sur comment répondre aux obstacles tels que la discrimination, les frais de scolarité et la barrière des langues. Dans des pays comme le Libéria et le Soudan, les interventions en faveur de l'éducation des filles doivent commencer au départ dans l'urgence et continuer pendant les périodes de transition vers la paix et la réhabilitation.

*Megan McKenna est Coordinatrice en chef, Médias et Communications, Commission des femmes pour les réfugiés femmes et enfants
Jenny Perlman Robinson est Coordinatrice en chef, Education en situations d'urgence
Commission des femmes pour les réfugiés femmes et enfants*

Pour plus d'informations sur la Commission des femmes et pour accéder à ses récents rapports sur l'éducation en période de conflit et post-conflit au Libéria, voir www.womenscommission.org/



Une femme et sa fille dans un camp de personnes déplacées

“Pour le bien de la famille” – changer l’attitude vis-à-vis de l’éducation des filles et des femmes en temps de guerre en Tchétchénie

Kirsty Stuart

“L’éducation est très importante pour les femmes en ce moment parce qu’en temps de guerre, le fardeau d’inquiétude vis-à-vis de la famille repose tout entier sur les épaules des femmes.”

Cette affirmation par une femme tchétchène résume l’une des raisons principales pour changer les attitudes envers l’éducation des filles en Tchétchénie. Il y a un conflit violent en Tchétchénie qui fait partie de la Fédération de Russie et de l’ancienne république soviétique depuis 1994, même si celui-ci a été moins intense ces dernières années. Comme dans de nombreux autres pays, le conflit en Tchétchénie a changé les rôles traditionnels du genre.

Rôles traditionnels et attitudes envers l’éducation

Malgré l’influence soviétique, avant le conflit la plupart des femmes tchétchènes ne sortaient pas pour travailler – leur rôle était à la maison en tant que femmes et mères. Traditionnellement, la maternité est extrêmement importante pour les femmes tchétchènes et la mère est sacrée dans la culture tchétchène : même les fils à l’âge adulte n’ont pas le droit de leur désobéir.

Avant la période soviétique, il y avait très peu d’écoles en Tchétchénie et en 1917 seulement 2.7% des tchétchènes étaient alphabètes, en comparaison des 40% de la population pour l’Empire russe. La politique d’éducation

soviétique transforma cette situation et en 1970 le niveau d’alphabétisation en Tchétchénie avait atteint 99%. A la fin des années 80, les diplômées de l’Université étaient plus nombreuses que leurs compatriotes mâles, même si le nombre total de diplômés était le plus bas de tous les peuples soviétiques. En 1990, une étude sur les attitudes envers l’éducation révéla que 70% des jeunes tchétchènes hommes et 65% des jeunes tchétchènes femmes valorisaient l’éducation.

J’ai posé des questions à deux anciennes

collègues, des femmes éduquées tchétchènes, sur les attitudes envers l’éducation en Tchétchénie depuis le début du conflit. J’ai en particulier insisté sur l’attitude envers l’éducation des filles et des femmes et la motivation des filles pour recevoir une éducation. La plupart des informations ci-dessous proviennent de leurs réponses.

Les deux femmes ont affirmé que l’éducation était importante pour elles personnellement, leur permettant de comprendre pleinement ce qui se passe dans le monde et d’avoir un emploi bien rémunéré afin de soutenir les membres de leur famille, et y compris pour payer l’éducation de

leurs enfants. Elles conçoivent également l’éducation comme quelque chose de vital pour la société tchétchène aujourd’hui, afin de mettre fin au conflit et de reconstruire la république. Leurs visions semblent partager par de nombreux jeunes gens – l’une des femmes a affirmé que lors d’une récente visite à Grozny (la capitale tchétchène) elle avait été « très surprise de voir à quel point les jeunes voulaient recevoir une éducation. »

L’éducation, un moyen de trouver un bon emploi

Le conflit a fait que les femmes tchétchènes doivent maintenant travailler à l’extérieur de leur maison et ces dernières voient maintenant l’éducation comme un moyen d’augmenter leurs chances de trouver un emploi bien payé. Alors que précédemment la plupart des tchétchènes femmes n’étaient pas engagées dans un emploi rémunérateur, aujourd’hui elles sont fréquemment le principal ou l’unique gagne-pain de la famille. Les hommes sont parfois morts ou devenus inaptes au travail, étant donné que les disparitions et les meurtres arbitraires qui sont toujours pratiqués courants, touchent en premier lieu les hommes. Quelquefois les hommes restent à la maison, désœuvrés et déçus, pendant que les femmes vont au travail. Même dans les endroits de montagne les plus traditionnels la société est devenue plus tolérante envers la participation sociale des femmes suite à la reconnaissance du fait qu’elles ont littéralement gardés les villages en vie en se

“Même dans les endroits de montagne les plus traditionnels la société est devenue plus tolérante envers la participation sociale des femmes suite à la reconnaissance du fait qu’elles ont littéralement gardés les villages en vie en se rendant aux marchés pour faire du commerce pendant les périodes les plus intenses de combats quand il était trop dangereux pour les hommes de faire le déplacement.”

rendant aux marchés pour faire du commerce pendant les périodes les plus intenses de combats quand il était trop dangereux pour les hommes de faire le déplacement.

Les deux collègues que

j’ai interviewées ont affirmé que le conflit a fait que les femmes devaient maintenant prendre des responsabilités pour leurs familles, les hommes rencontrant des difficultés à trouver du travail ou ayant été tués. L’une d’elle a expliqué que grâce à elle et au bon niveau d’étude de sa sœur, elles ont été capables de soutenir leur famille lorsqu’il était impossible pour les hommes de trouver du travail en Tchétchénie.



Des enfants tchétchènes déplacés à Ali-Yurt, Ingushetia, tenant leur uniforme scolaire.



Des filles et des garçons tchéchènes déplacés à l'école d'Ingushetia

Questionnées sur la valeur accordée à l'éducation par la société, l'une des femmes pense que malheureusement ce n'est pas le cas, mais que les communautés de la Diaspora commencent à « comprendre graduellement que l'éducation des filles est essentielle. » Par contre, l'autre femme pense que seulement un petit nombre de familles « arriérées » soutiennent encore le fait que l'éducation de base seule est suffisante pour leurs filles. Ces réponses montrent que la société tchéchène va vers une reconnaissance de l'importance de l'éducation des filles, que ce soit un processus à son commencement ou déjà bien avancé. Le conflit a indubitablement joué un rôle dans ce changement d'attitudes.

Les valeurs traditionnelles restent importantes

Le désir d'éducation, cependant, n'a pas fait d'ombre aux valeurs plus traditionnelles. Ceci a été clairement exprimé par les deux femmes.

« L'éducation est vraiment importante pour les femmes, particulièrement pour les femmes tchéchènes. La situation actuelle en Tchétchénie veut qu'une femme soit indépendante et capable de nourrir ses enfants. Ceci ne veut pas dire que la famille en tant qu'institution est devenue moins importante. En aucune façon. La famille (et non la carrière) sera toujours la priorité pour une femme tchéchène. »

S'éduquer pour se marier

Les motivations pour recevoir une éducation ne sont pas seulement limitées à trouver un emploi bien rémunéré pour soutenir sa famille. Les pertes masculines conséquentes dues au conflit signifient également qu'il y a peu d'hommes jeunes. Alors qu'auparavant une fille aurait été plus concernée de savoir si son mari serait honorable, aujourd'hui tout le monde se rend compte qu'il n'y a tout simplement pas assez d'hommes, entraînant chez les femmes la peur de peut-être ne pas pouvoir se marier.

L'une des femmes a expliqué que les hommes non mariés étaient généralement inéduqués, ne

pouvant pas subvenir aux besoins d'une famille, et par conséquent les filles qui gagnaient déjà leur vie étaient en grande demande. Ainsi, comme l'éducation est liée à un potentiel de revenus plus élevés, elle est devenue un moyen pour les filles d'augmenter leur potentiel mariage. Alors que cela est en contradiction avec le scénario traditionnel de l'homme généralement peu à même de prendre en mariage une femme plus éduquée que lui, l'objectif final des femmes relatif à l'éducation semble plus lié à la famille qu'à la carrière et par conséquent ne menace pas les rôles des genres traditionnels sous-jacents.

“Tous nos problèmes prennent racines dans notre ignorance”

Une autre raison expliquant la valeur récemment accordée à l'éducation en Tchétchénie

(qui s'applique aux jeunes gens des deux sexes) est la croyance que « tous les problèmes prennent racine dans notre ignorance ». Les jeunes gens ayant peu d'éducation sont inévitablement plus faciles à manipuler et il est aisé de leur faire prendre les armes. Ils rencontrent aussi de plus grandes difficultés à trouver un emploi et de ce fait peuvent rejoindre un camp ou l'autre pour des raisons financières ou pour se réaliser.

Etudier peut aussi être une réaction consciente ou sub-consciente au stéréotype russe qui veut que les tchéchènes soient tous des sauvages et des terroristes. Ca peut être aussi une façon de passer le temps de manière utile lorsqu'aucun travail n'est disponible et pour les femmes cela peut être une façon de se donner plus de temps avant de trouver un mari convenable, ou de se réaliser pour celles qui voient mariage et maternité empêchés par le conflit.

Ce qui est frappant dans ces motivations pour l'éducation (emploi futur et mariage) et que les femmes interviewées ont mentionné, est que l'éducation et une carrière sont considérées non pas comme une satisfaction personnelle ou un

prestige; à l'inverse, chercher une éducation est la première réponse à la façon dont le conflit a changé les circonstances sous lesquelles les femmes remplissent leurs rôles de femmes et de mères – rôles que les femmes semblent décidées à continuer à remplir.

Les « bénéfiques de guerre » des femmes?

L'expression « bénéfiques de guerre » des femmes est parfois utilisée pour caractériser des changements dans les rôles des genres pendant les périodes violentes de conflit, y compris les rôles accrus de production et de décision. En ce qui concerne les femmes tchéchènes, la question a besoin d'être posée pour savoir si l'emploi et l'éducation avancée sont perçus comme des bénéfices directs par les femmes elles-mêmes ou si ils sont simplement un moyen de continuer à remplir leurs rôles traditionnels dans des circonstances qui rendent le mariage plus compétitif, qui placent un fardeau relatif à la sécurité financière sur les femmes et qui requièrent qu'une nouvelle génération forte mentalement et physiquement reconstruise une nation de paix.

Immanquablement, les motivations des femmes tchéchènes pour recevoir une éducation et trouver un emploi rémunérateur sont complexes en ces temps de conflit. On doit reconnaître que ces motivations ne sont pas nécessairement liées aux défis des domaines traditionnellement masculins, mais peuvent en fait être une manifestation du sens bien ancré des responsabilités chez les femmes et de leur attention à leur famille et à la plus large famille-nation. Cependant, il est également possible qu'une fois que la paix et le retour au mode de vie traditionnel soit à nouveau réalité, les femmes ne veuillent pas abandonner leurs « bénéfiques de guerre ».

Kirsty Stuart effectue un Masters en Education, genre et développement international à l'Institut de l'éducation, université de Londres. Elle a auparavant travaillé au Centre pour la paix et le développement communautaire à Moscou.



Une fille au milieu des restes du collège No. 41, Grozny, Tchétchénie

Événements récents

“Chaque enfant a besoin d’un enseignant” – Semaine d’action mondiale 2006

Cette année la semaine d’action mondiale a vu l’attention internationale se porter vers la crise mondiale relative à l’éducation et en particulier le besoin d’investir dans la force enseignante. De nouvelles études faites par l’UNESCO annoncent un manque d’enseignants beaucoup plus important que prévu. 18 millions d’enseignants supplémentaires sont nécessaires si l’on veut que chaque enfant reçoive une éducation de qualité.

Du 24 au 30 avril, les coalitions de la société civile du monde entier, faites d’activistes du droit des enfants, de syndicats enseignants et d’ONG ont montré qu’elles portaient véritablement beaucoup d’attention au fait que chaque enfant reçoive une éducation de qualité, délivrée par un enseignant de qualité. Des millions d’enfants et de personnes impliquées dans la campagne ont organisé des audiences judiciaires blanches, ont enseigné, ont marché dans les rues, ont fait des dessins, des posters, ont rencontré des officiels, ont voté pour des enseignants et ont rajouté leur voix à la campagne.

112 pays dans le monde ont participé à cette semaine d’action. Nombre d’entre eux ont rassemblé les preuves de la nécessité d’avoir plus d’enseignants et des enseignants mieux qualifiés et les ont présentées aux officiels qu’ils ont invités dans leurs écoles et à des « Grandes audiences » nationales. Ces grandes audiences ont été l’occasion pour les activistes de mettre les officiels sur le banc des accusés pour non tenue des promesses relatives à l’éducation et pour exiger des promesses de mieux faire.

A l’une des grandes audiences au Malawi, une jeune fille appelée Lusubilo Nyondo a demandé la chose suivante au Ministre de l’éducation :

« Monsieur le Ministre, m’avez-vous demandé ce dont j’ai besoin en tant qu’élève ? Alors que vous êtes assis confiant devant les autres est-ce que vous pensez également à ce dont j’ai besoin pour m’asseoir à votre place dans le futur ? »

En Tanzanie, où la plupart des enseignants du

primaire sont des femmes, les activistes ont donné voix aux enseignantes et ont mis en lumière les liens existants entre éducation et émancipation des femmes et la nécessité de soutenir les enseignantes dans leur propre émancipation. Ils ont permis aux enseignantes de parler à la radio et à la télévision nationales afin d’expliquer leur travail et les défis auxquels elles font face, et de faire leurs propres demandes au Ministre de l’éducation.

On espère que les dirigeants du monde vont répondre aux millions de personnes ayant participé à la campagne et qui se sont réunies pour leur dire que « chaque enfant a besoin d’un enseignant » en mettant les enseignants au cœur des efforts nationaux pour s’assurer que d’ici à 2015 toutes les filles et les tous les garçons puissent recevoir une éducation de qualité.

Pour plus de renseignements sur la semaine d’action mondiale, voir www.campaignforeducation.org

“Les jeunes : une ressource pour un changement positif” – La tournée de Quthing

Ntombizodwa Machinini, Lehlohonolo Mohola et Nthabeleng Thakalehana avec Sharon Walker



Lehlohonolo, Nthabeleng et Ntombizodwa pendant la tournée.

La tournée de Quthing est la deuxième tournée régionale à avoir lieu à l’initiative de l’UNICEF pour s’attaquer aux taux très élevés d’infection HIV parmi les jeunes gens du Lesotho. Ci-dessous, Ntombizodwa Machinini, Lehlohonolo Mohola et Nthabeleng Thakalehana ; trois jeunes gens impliqués dans cet événement, font leur rapport sur trois jours de tournée.

En tant qu’entreprise pour réduire la propagation sans fin de l’épidémie de VIH/SIDA, la tournée éducative de Quthing pour les jeunes a commencé par une marche amusante d’une banlieue de Mount Moorosi appelée Tamblok à l’école secondaire de Maseribane au cœur de la ville de Mount Moorosi. Divers messages relatifs au VIH/SIDA étaient étalés sur des banderoles faites par des jeunes. Par exemple « Les jeunes : une ressource pour un changement positif » a été adopté comme thème principal pour la tournée afin de faire prendre conscience aux jeunes de la tragédie existante. Tous les participants reçurent également un T-shirt avec

le slogan imprimé.

Une variété d’activités scolaires et récréatives eurent lieu. Educateurs mentors, ateliers théâtre, ateliers d’écriture, conseils, jeu de la corde, le jeu des serpents et des échelles du SIDA, activités sportives et culturelles. Tout cela visait à éduquer les jeunes sur les hasards du VIH/SIDA tout en leur permettant de s’amuser.

Le responsable pour l’éducation de Quthing, Mr Joseph Marole, saisit l’opportunité de l’événement pour rappeler aux participants les Objectives du Millénaire pour le Développement (OMD) dont on espère qu’ils seront atteints d’ici à 2015 : « Offrir une éducation de qualité » et « Combattre le VIH/SIDA ». Mr Marole a exprimé ses craintes : « A moins qu’on ne vous donne l’occasion de participer à la lutte contre l’épidémie, je crains que d’ici à 2015, aucun des deux objectifs OMD ne soit atteint. »

Les coordinateurs de la tournée ‘M’e Kekeletso Morolong et ‘M’e Selloane Mokuku partagent cette opinion et font les mêmes remarques : « Cette tournée a été un vrai succès grâce au désir et à la détermination des jeunes gens de réussir. La jeunesse devrait par conséquent se rendre compte de sa capacité. Elle ne doit pas s’appuyer entièrement sur la direction des adultes... parce que le futur de ce pays est entre les mains des jeunes. »

Cette remarque fait écho au thème de la session spéciale sur le VIH/SIDA de l’Assemblée Générale des Nations-Unies de 2000. Elle renforce le fait qu’il est primordial d’impliquer les jeunes dans les problèmes qui les concernent. Autrement dit « Changer le monde avec les enfants et non pour eux. »

Pour plus de renseignements sur la tournée du Lesotho, voir : http://www.unicef.org/infobycountry/lesotho_30733.html

Critique de livres

“Pauvreté, inégalités et corruption”

Voler le futur: corruption à l'école. Dix vraies expériences du monde.

Bettina Meier et Michael Griffin (éditeurs)

Berlin, Transparency International, 2005, No ISBN, 84p.

Critique par Sheila Aikman

Voler le futur est un petit livre court et accessible qui offre des exemples concrets de différents types de corruption et de situations menant à des pratiques de corruption. Il met en lumière, à travers de courtes études de cas les aspects principaux de projets qui ont été conduits par les branches de Transparency Internationale dans dix pays différents ces deux dernières années. Argentine, Bosnie Herzégovine, Brésil, Géorgie, Mexique, Népal, Nicaragua, Sierra Léone et Zambie.

Les nombreux prétextes à corruption sont présentés à travers des exemples pratiques et entendus comme des problèmes qui nous concernent tous. Les formes de corruption les plus communes comprennent payer des cours particuliers avec le professeur de la classe après les heures de cours, les parents « recommandés » d'acheter des livres écrits par les enseignants de leurs enfants et les résultats scolaires (examens ou contrôle continu) dépendants des contributions « volontaires » des parents pour la maintenance de l'école. Les études de cas de chaque pays donnent aussi des exemples de projets pratiques mis en place pour éliminer différentes formes de corruption.

Ce livre et sa finalité pratique vient à point nommé. Avec l'augmentation de l'aide dans le secteur de l'éducation et les gouvernements développant des plans d'action pour l'éducation pour tous, venir à bout de la corruption sous toutes ses formes est extrêmement important. A ce moment précis le semaine d'action mondiale de

la Campagne pour l'éducation travaille avec les coalitions nationales pour l'éducation de par le monde appelant les gouvernements et la communauté internationale à faciliter le recrutement et la survie d'une force enseignante motivée et professionnelle. Au Niger, les participants à l'étude pensent qu'il sera difficile de combattre la corruption tant que les salaires des fonctionnaires resteront bas.

Les chapitres relatifs aux études de cas proposent de bonnes idées sur la relation entre la pauvreté, les inégalités et la corruption. Il est intéressant de noter que le projet du Brésil a révélé que les fuites de fonds dans le système décentralisé étaient dues pour une large part au manque de compétences de base et de capacité au niveau administratif local. D'un autre côté, l'étude en Zambie a montré que lorsque les associations de parents et enseignants bien organisées étaient responsables de la gestion des budgets de l'école et que leurs membres avaient un véritable intérêt pour la scolarisation de leurs enfants, il n'y avait que peu d'irrégularités dans les dépenses du district en éducation. La participation de la communauté dans la gestion de l'école est, de ce fait, importante puisqu'elle augmente le sentiment d'appartenance mais doit être complétée par un renforcement des capacités pour s'assurer que ce contrôle est efficace.

Le livre a des choses importantes à dire sur les ONG et leur rôle dans les mesures et les approches anti-corruption. Le suivi transparent par les organisations de société civile

indépendantes augmente la confiance en l'administration scolaire et la bonne gestion financière. Cependant, il y a également la nécessité d'un peu plus de réflexion sur les pratiques professionnelles des ONG. Par le biais d'un engagement constructif avec les universités et les gouvernements au niveau national et au niveau local, les projets de Transparency Internationale ont motivé les personnes publiques pour devenir plus orientées sur les services et plus réactives. En Argentine, un « Pacte d'intégrité » a été signé entre les maisons d'édition et le Ministère de l'éducation pour renforcer la crédibilité sur le processus de sélection des livres scolaires, un processus qui n'était pas sans problèmes.

Transparence Internationale doit être félicitée pour son petit livre. La recherche empirique fournit des aperçus sur des situations réelles au niveau local et offre encouragement et stimulation pour ceux qui veulent s'attaquer à la corruption en éducation. Le livre est accompagné des références sur la toile permettant aux questions et méthodologies d'être examinées de plus près. Je recommande ce livre aux ONG, aux professionnels du développement aux décideurs et aux activistes.

Sheila Aikman est Conseillère l'Éducation pour Oxfam GB

Voler le futur est disponible sur at <http://www.transparency.org/publications>

Nouveau rapport sur le genre en éducation

Par la Campagne mondiale pour l'éducation

Des enseignants pour tous : ce que les gouvernements et les bailleurs doivent faire

Ce rapport met en lumière le fait que de 14 à 22.5 millions d'enseignants doivent être recrutés lors les dix prochaines années, formés et avoir les incitations nécessaires afin de permettre à toutes les filles et tous les garçons de recevoir une éducation publique de qualité d'ici à 2015. Il met également en valeur le fait que dans des pays qui ne manquent pas d'enseignants, nombre de ces derniers ne sont pas formés ou sont démotivés, ce qui freine sérieusement leur capacité à fournir une éducation de qualité.

Le rapport examine en détails la situation des enseignants dans les pays pauvres aujourd'hui, les problèmes auxquels ils sont confrontés et les

effets négatifs que ces problèmes ont sur la capacité des filles et des garçons à finir des études de bonne qualité. Il donne nombre de recommandations pour résoudre ces problèmes et montre qu'un investissement massif est nécessaire pour s'assurer qu'il y ait assez d'enseignants formés et motivés pour tous les enfants.

Tout au long du rapport la façon dont le genre, aussi bien que d'autres domaines d'exclusion tels que le handicap ou l'ethnicité, sont reliés aux problèmes plus généraux relatifs aux enseignants sont explorés. Le manque d'enseignantes, et les effets négatifs que cela

entraîne sur l'éducation des filles dans de nombreux pays est traité. De même le besoin de s'assurer que les enseignantes ne souffrent pas de discrimination et reçoivent le soutien dont elles ont besoin pour travailler de façon efficace et en sécurité, et la nécessité d'incorporer les questions relatives au genre et à la diversité en général dans les programmes de formation des enseignants afin de leur permettre à tous, hommes ou femmes, d'enseigner de manière inclusive et de façon équitable pour le genre.

www.campaignforeducation.org

Commentaires de conférences

Conférence sur les femmes dans le développement en Europe (WIDE)

Rapport de Kate Greany

Cette année la Conférence des femmes dans le développement en Europe s'est tenue à Varsovie, une avancée stratégique pour l'organisation pour voir l'Europe non en termes d'Etats de l'Ouest, mais pour englober tous les pays d'Europe de l'Est, comme la Pologne. La conférence a exploré les thèmes de la femme dans l'Etat et les marchés, posant la question « Dans quel « Etat » sommes-nous ? » - « nous » étant les femmes, et particulièrement les femmes d'Europe et au-delà.

L'objectif de la conférence était de trouver des stratégies concrètes pour des alternatives pour les femmes et les féministes voulant répondre à ce que certains participants ont appelé le « cauchemar de l'attaque du néolibéralisme, mondialisation et économie de marché ». De nombreuses discussions ont eu lieu sur les implications des marchés croissants et des états réduisant leur pouvoir, sur le genre telles que l'emploi précaire (dont la majorité des employés sont des femmes et où les droits des travailleurs sont bafoués) et le retrait des services de base (comme

l'éducation ou la santé), qui touche sévèrement les femmes en particulier.

Certaines des réponses apportées à ces difficultés discutées pendant la conférence comprennent le budget sensible au genre en Afrique du Sud, les coopératives de femmes en Europe de l'Est et les campagnes pour améliorer les droits des travailleurs femmes. L'idée de comment les féministes peuvent travailler à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du « système » utilisant des « outils de maître/linguistiques » et de modèles/outils alternatifs pour défier le statu quo a été un sujet de débat constant. La conférence a mis en lumière l'importance pour les femmes et les féministes, d'avoir la capacité de travailler à la fois à l'intérieur et à l'extérieur, et de choisir des stratégies appropriées, des points d'ancrage et des moments propices. De plus, la conférence a mis l'accent sur l'importance de liens forts entre les réseaux de femmes et leurs alliés, particulièrement entre le Sud et l'Europe de l'Est, étant donné que les participants de ces régions ont trouvé des points communs et pourraient bénéficier

considérablement de plus de dialogue, et bien sûr d'un dialogue à trois avec les femmes d'Europe de l'Ouest également.

Même si l'éducation n'a pas été mentionnée explicitement, les thèmes de cette conférence sont les questions-mêmes que celles qu'une éducation équitable pour les deux sexes doit se poser. La réduction du pouvoir de l'état influence de manière considérable les services de base, y compris l'éducation, et les marchés émergents et la mondialisation sont directement liés aux résultats possibles de l'éducation des filles en termes d'opportunité pour l'emploi par exemple. Voir l'éducation comme un moyen de créer des résultats égaux pour les filles et les femmes signifie porter plus d'attention sur ces larges questions et créer des liens avec ceux qui travaillent sur ces questions, comme WIDE.

Pour plus de renseignements sur WIDE voir www.wide.global.net

Séminaire international: Equité entre les sexes dans les réformes éducatives d'Amérique latine

Rapport de Fanni Muñoz

Le séminaire international: Equité entre les sexes dans les réformes éducatives d'Amérique latine s'est tenu à Santiago du Chili les 17 et 18 mai 2006. Un nombre varié de participants – académiques, organisations internationales et décideurs en éducation – se sont rassemblés pour débattre de l'intégration de la dimension genre dans les réformes éducatives. Les discussions se sont appuyées sur les résultats des études faites sur les réformes éducatives par l'Argentine, le Chili, la Colombie et le Pérou, avec l'appui de la Fondation Ford.

Les conclusions principales de ces études sont :

1. Lors des réformes éducatives des années 1990, en dépit des cibles atteintes telles que l'éducation universelle et la parité entre les sexes, particulièrement au niveau du primaire, l'intégration du genre était encore faible,
2. L'équité entre les sexes n'a pas été la priorité du secteur de l'éducation,

3. Si certains pays ont mis en place des mécanismes pour répondre aux questions de genre dans les programmes, le traitement de la dimension genre dans les enseignements n'a pas été institutionnalisé ni mis au cœur des pratiques,
4. Les relations de pouvoir hiérarchiques, l'exclusion et le différentiel d'opportunités face à l'apprentissage continuent de se reproduire par le biais des programmes officiels et des pratiques et par le biais des outils pédagogiques.

Parmi les défis clés de la promotion de politiques éducatives incluant la dimension genre, on compte :

1. La nécessité d'intégrer une perspective du genre dans les politiques éducatives pour aller au-delà du centrage sur la cible de l'équité et de l'égalité pour également questionner les systèmes éducatifs dans leur ensemble,
2. La nécessité que les politiques pour l'équité en éducation comprennent non seulement des actions affirmatives mais

- aussi des actions transformatives prenant en compte les inégalités culturelles,
3. La nécessité de développer des indicateurs pour l'égalité des sexes en éducation,
4. La nécessité d'élargir la compréhension de l'égalité et d'abandonner la pré-conception que l'école est un espace neutre,
5. La nécessité d'articuler un ordre du jour pour le genre avec d'autres ordres du jour et de construire des alliances, suite à la perte de pouvoir de l'ordre du jour du genre
6. La nécessité de travailler sur la formation initiale et continue des enseignants,
7. La nécessité d'établir une compréhension générale et partagée de la dimension genre à l'école.

De plus amples informations sur le séminaire sont disponible sur www.hexagrama.cl/seminario

Sur la toile

Leçons dans la terreur : les attaques subies par l'éducation en Afghanistan

Human Rights Watch

Ce rapport examine la situation de l'éducation en Afghanistan alors que de violentes attaques par les groupes armés de l'opposition ont eu lieu sur des enseignants afghans, sur des élèves, et sur leurs écoles pendant ces derniers mois, à travers le pays et particulièrement dans le Sud.
<http://www.hrw.org/reports/2006/afghanistan0706/index.htm>

La dimension genre dans les initiatives de paix : opportunités et défis

Chhabra, S.

Cet article examine différentes façons dont les femmes sont impliquées dans et touchées par les conflits et met en lumière les défis et les opportunités de l'intégration de la dimension genre dans les opérations de paix.
http://www.eldis.org/fulltext/womenslinkjournal_gender_peaceinitiatives.pdf

Les filles et les sciences : un module de formation pour motiver les filles à embrasser des carrières technologiques et scientifiques

UNESCO

Ce manuel examine diverses manières de réduire les disparités entre les sexes dans le domaine des sciences et de la technologie en Afrique et d'offrir aux filles et aux femmes la possibilité d'embrasser des carrières scientifiques.
<http://portal.unesco.org/education/en>

Droits économiques, sociaux et culturels: le droit des filles à l'éducation

Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, Mr V. Muñoz Villalobos

Ce rapport met l'accent sur la nécessité de voir l'éducation des filles comme un droit humain plus que comme un service, et examine comment s'assurer que les filles aient non seulement accès à l'école mais surtout puisse la terminer.
www.ungei.org/resources

L'impact des enseignantes sur l'éducation des filles

UNESCO Bangkok

Ce petit livret de mobilisation examine la question du recrutement des enseignantes. Il met en valeur l'importance du rôle des enseignantes et met l'accent sur la nécessité d'une dimension genre plus large lors du développement des programmes pour les enseignantes.
<http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001459/145990e.pdf>

Le portail KIC

Le Portail KIC permet aux partenaires d'Oxfam International et à d'autres de se rencontrer, de localiser d'autres partenaires travaillant dans le même secteur, de surfer sur des sites thématiques, de documenter leurs pratiques et leurs recherches et de trouver des sources de savoir dans les « chambres de discussions virtuelles ». Ce numéro d'Equals est produit en collaboration avec KIC.
www.oxfamkic.org

Courrier des lecteurs

Je voudrais féliciter et remercier l'équipe d'Au-delà de l'accès pour son travail réussi. Le projet m'a beaucoup inspirée. Je voudrais aussi partager quelques nouvelles liées au commencement de mon propre travail au Pérou sur les questions soulevées par le projet. En mars, un livre en espagnol sur le genre, l'éducation et l'équité a été publié (Las Brechas Invisibles, IEP-UNFPA-UPCH 2006), rassemblant des articles présentés lors d'un séminaire international à Lima qui a eu lieu en juin l'année dernière. Ce livre a été très bien reçu au Pérou et il était sur la liste des dix premières ventes de l'éditeur le mois dernier. Suite au séminaire, nous avons également créé un réseau virtuel au Pérou, qui est toujours actif, pour partager des informations, des travaux et des annonces d'événements, et pour promouvoir le débat sur ces questions.

Le Pérou vient juste d'élire un nouveau gouvernement, qui a promis de suivre les actions exemplaires de Michele Bachelet, la première femme-président élue en Amérique latine, et d'avoir un nombre d'hommes et de femmes égaux aux postes ministériels. Ces dernières élections ont aussi créé un nouveau congrès dont environ 30% des membres sont des femmes, proportion pour la première fois atteinte dans le pays. De nombreuses choses sont en train de se passer dans cette partie du monde qui j'espère vont contribuer d'une certaine façon à promouvoir le progrès relatif aux objectifs de l'égalité et de l'équité. Il y a encore beaucoup de travail à faire, puisque les chiffres de parité en éducation primaire sont interprétés comme si les questions de genre n'étaient plus un problème, et que d'autres dimensions telles que l'ethnicité, la pauvreté et le lieu de résidence attirent davantage d'attention. Cependant, j'espère que le lien entre le genre et les autres dimensions deviendra clair et que davantage de progrès puissent avoir lieu.

Patricia Ames, Pérou

Je voudrais partager avec vous ce poème que j'ai écrit lors d'un atelier régional sur l'éducation et l'approche Reflect à

I Niamey, Niger, Afrique de l'Ouest

L'ordre du jour du genre

Qu'est-ce que l'ordre du jour du genre ?

C'est l'égalité des droits et des rôles
Pour chaque homme et chaque femme

Et pour chaque garçon et fille

Pourquoi les gens doivent-ils penser
Que les hommes doivent être sujets
Que les femmes doivent être objets
Pour faire plaisir à l'égo masculin ?

Arrête et réfléchis un instant!

Si nous étions tous mâles
Le monde serait agressif
Si nous étions tous femelles
Le monde serait assertif

On a besoin d'une culture équilibrée
Dans un monde de parité
Qui rend le monde partial
Par normes et pratiques sociales

Emanciper les hommes et les femmes
Et regarder le monde changer
D'agressif devenir affirmatif
D'assertif devenir attractif
Pour combattre la pauvreté sociale

Abraham P. Conneh, Responsable
éducation
Oxfam GB Libéria

WRITE NOW!

Vous avez un point de vue particulier que vous voulez partager dans Equals ou un commentaire à faire sur le Bulletin en général ?

Ecrivez aux éditrices à l'adresse ci-dessous :

r.rajagopalan@ioe.ac.uk
ou
beyondaccess@oxfam.org.uk

School Educational
Foundations and Policy
Studies, Institute of
Education, University of
London, 20 Bedford Way,
London WC1H 0AL

Mise à jour sur le projet Au-delà de l'accès

Ces derniers mois ont été remplis pour Au-delà de l'accès alors que la première phase du projet soutenue par le Département pour le Développement International (DFID) prenait officiellement fin. Deux ateliers sur le genre, l'éducation et les médias ont eu lieu à Nairobi avec ANCEFA, et avec CAMPE et Des Pas vers le développement à Dhaka. L'enthousiasme des participants et d'autres ont contribué au développement du Guide sur le genre, l'éducation et les médias qui sortira bientôt. Nous avons également produit 20 versions courtes des serpents et des échelles : le jeu de l'éducation des filles qui ont été disséminées aux ONG intéressées.

De nombreuses autres activités vont avoir lieu pendant les prochains mois. Oxfam GB a accepté de publier un second livre Au-delà de l'accès sur le genre, l'éducation et le VIH, qui sera un second volume du livre à succès déjà existant. Ce nouveau

livre se basera sur les articles commissionnés par les séminaires d'Au-delà de l'accès, et sur de nouveaux écrits suite à une nouvelle collaboration avec Aide et Action. Tania Boler co-éditera le livre avec Elaine et Sheila. Nous espérons sa sortie pour le second semestre 2007.

Par le biais du partenariat Aide et Action, Save the Children Royaume-Uni et Oxfam GB pour le fond de l'éducation du Commonwealth, Oxfam GB a sécurisé des fonds pour un projet de renforcement du genre de deux ans pour travailler avec les coalitions en éducation de 16 pays à faibles revenus du Commonwealth. Cela sera un moyen important de promouvoir l'action d'Au-delà de l'accès d'une façon très pratique et appliquée en utilisant les leçons du projet et en aidant les coalitions pour l'éducation à mettre en œuvre des interventions efficaces pour la mobilisation sur le genre en éducation.

Les opinions exprimées dans ce numéro sont entièrement celles des auteurs et ne reflètent pas forcément celles du projet ou de leurs partenaires et sponsors.

Contact

Au-delà de l'accès fut créé en janvier 2003. Ses principaux objectifs sont:

- De contribuer à la réalisation de l'OMD 3 – Promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme – en générant et portant un examen critique sur le savoir relatif à l'égalité des sexes en éducation.
- D'offrir des ressources appropriées à partager et à disséminer dans le but d'influencer les politiques des gouvernements, des ONG nationales et internationales et des institutions internationales, y compris les agences des Nations Unies.

Pour plus d'information ou pour faire un commentaire, veuillez contacter:

Beyond Access Project, Institute of Education, University of London:

Rajee Rajagopalan
School of Educational Foundations and Policy Studies

Institute of Education

20 Bedford Way

London WC1H 0AL

Tel: 0044 (0) 207 612 6394

Fax: 0044 (0) 207 612 6366

www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess

Email: R.Rajagopalan@ioe.ac.uk

Ou Email beyondaccess@oxfam.org.uk

Website: www.ioe.ac.uk/efps/beyondaccess or www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/education/genderequality_education

Evénements à venir

9 août	Journée internationale des peuples indigènes du monde	
12 août	Journée internationale de la jeunesse	
13-18 août	XVI Conférence Internationale sur le SIDA Toronto, Canada	Pour plus de détails, voir www.aids2006.org
6 septembre	Sortie du rapport sur l'Etat de la population mondiale, 2006	Pour plus de détails, voir www.unfpa.org/
6 septembre	Comblent la division Nord-Sud sur les communications académiques sur l'Afrique Leiden, The Netherlands	Pour plus de détails, voir www.codesria.org/news.htm
8 septembre	Journée internationale de l'alphabétisme	
8-10 septembre	Conférence de l'Association britannique pour l'éducation comparative et internationale "Diversité et inclusion" Université Queen de Belfast, Irlande du Nord, Royaume-Uni Northern Ireland, United Kingdom	Pour plus de détails, voir www.qub.ac.uk/edu/baice/
19-20 septembre	FMI & Groupe BM Réunion annuelle du conseil des gouverneurs Singapour	
septembre	18ème réunion annuelle des officiels de haut rang du G77 New York, USA	
septembre	30ème réunion annuelle des Ministères des Affaires Etrangères du G77 New York, USA	
5 octobre	Journée mondiale des enseignants	
17 octobre	Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté	
24 octobre	Journée mondiale du développement de l'information	
25-28 octobre	Forum mondial économique et social; "Développement économique axé sur les gens ... pour une mondialisation plus juste" Lyon, France	Pour plus de détails, voir www.global-economic-and-social-forum.com
26 octobre	Sortie du rapport de suivi mondial de l'EPT " Education et protection de la petite enfance"	Pour plus de détails, voir http://portal.unesco.org/education/en
20 novembre	Journée universelle des enfants	
novembre	6ème réunion annuelle du Haut Groupe sur l'EPT UNESCO, Le Caire, Egypte	Pour plus de détails, voir http://portal.unesco.org/education/e